

Janvier 2014

F



منظمة الأغذية  
والزراعة للأمم  
المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food and  
Agriculture  
Organization  
of the  
United Nations

Organisation des  
Nations Unies  
pour  
l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones Unidas  
para la  
Alimentación y la  
Agricultura

# Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

## VINGT-HUITIÈME SESSION

Tunis (Tunisie), 24-28 mars 2014

## RESSOURCES NATURELLES ET TRANSACTIONS FONCIÈRES EN AFRIQUE

### Table des matières

- I. Introduction
- II. Terres
- III. Eau
- IV. Superficies boisées
- V. Production halieutique
- VI. Questions relatives aux régimes fonciers et aux transactions foncières en Afrique

### Résumé

Les ressources naturelles en Afrique sont soumises à des pressions de plus en plus fortes parce qu'il faut fournir aux populations en expansion des produits et services correspondant à leurs besoins sociaux et économiques, toujours croissants. Avec le changement climatique, la situation est encore plus complexe, car les sécheresses et les inondations ont des effets négatifs sur les ressources. Le développement de l'agriculture et des habitats humains dans les forêts, les zones humides et les parcs a entraîné une dégradation de ces terres et un appauvrissement de leur biodiversité.

Les forêts occupent environ 23 pour cent de la superficie de l'Afrique. Elles constituent une source importante de moyens de subsistance et représentent plus de 80 pour cent des besoins d'énergie des populations rurales locales. En outre, les forêts et les arbres apportent une contribution significative à l'alimentation et la sécurité nutritionnelle en Afrique. Le phénomène de l'accroissement démographique et de la demande croissante de ressources, le mitage progressif des espaces naturels, la pauvreté et des mécanismes de gouvernance médiocres ont été les principaux facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts. Les gouvernements africains n'ont pas les capacités suffisantes pour gérer durablement les ressources forestières et leurs structures de gouvernance sont encore trop médiocres pour faire participer les populations à leur développement.

Au cours des dix dernières années, l'Afrique a enregistré une diminution des stocks de poisson dans

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)



mj567f

ses eaux maritimes et continentales en raison de la surpêche liée à l'accroissement de la population, à l'augmentation des échanges commerciaux et à l'aggravation des effets du changement climatique. La production halieutique se développe à un rythme soutenu, en raison notamment de la croissance rapide de la demande. Les pouvoirs publics et le secteur privé s'efforcent d'augmenter les revenus d'exportation dégagés par le secteur halieutique, ce qui encourage parfois la pêche illicite et non réglementée, qui est souvent rendue responsable de l'appauvrissement rapide des stocks de poisson dans les eaux territoriales de l'Afrique.

Depuis quelques années, l'Afrique a fait l'objet d'un intérêt accru des organismes publics et du secteur privé, principalement des investisseurs étrangers, qui cherchent à acquérir de vastes superficies de terres (on parle souvent à ce sujet d'accaparement des terres) pour pratiquer une agriculture commerciale (notamment la production de bioénergie) ou les utiliser à d'autres fins. L'agriculture commerciale à grande échelle peut être une source de nouveaux moyens d'existence parce qu'elle crée des infrastructures rurales et des emplois, stimule la productivité agricole et améliore les moyens d'existence des ruraux pauvres. Les acquisitions massives de terres pour la production végétale et animale menacent également des ressources naturelles telles que les eaux continentales (à cause de la pollution et du prélèvement excessif d'eau pour l'irrigation), les forêts et les parcs, parce qu'elles nuisent à leurs fonctions écosystémiques et leurs services environnementaux. Dans les pays où la densité de population est élevée, les acquisitions de vastes étendues de terre par de grands groupes agroalimentaires risquent de marginaliser les exploitants qui pratiquent l'agriculture familiale.

La FAO a élaboré des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, qui ont pour objet de donner des orientations aux Membres de la FAO afin d'améliorer la gouvernance des questions en rapport avec les terres, les pêches et les forêts, en prêtant une attention particulière aux communautés vulnérables ou marginalisées.

### **Questions à porter à l'attention de la Conférence régionale:**

Les États membres souhaiteront peut-être mettre en place des politiques visant à protéger et préserver les ressources productives des terres, par exemple, des mesures de conservation et d'intensification de l'agriculture ainsi que des arrangements fonciers qui permettent aux femmes de participer à l'exploitation des ressources naturelles et d'en partager les avantages, et qui créent des emplois pour les jeunes.

Des mesures doivent être prises pour contrôler l'extension des activités agricoles et d'autres formes de développements physiques dans des espaces naturels tels que les forêts, les zones humides et les parcs, promouvoir la gestion durable des forêts et des terres et leur remise en état et inciter les institutions à renforcer la collaboration intersectorielle dans la gestion des ressources.

Les États pourraient aussi avoir besoin de mettre en place des mesures pour examiner avec rigueur les transactions foncières, en tenant compte des préoccupations environnementales et sociales, avant que les accords soient conclus.

Les mesures adoptées doivent également veiller à ce que les transactions foncières soient analysées au regard du droit interne et du droit international pertinent afin que leur conformité puisse être déterminée dans un contexte national défini.

La Conférence régionale souhaitera peut-être prendre acte des Directives volontaires et recommander que les politiques et les législations nationales soient adaptées pour en permettre la mise en œuvre.

## **Ressources naturelles et transactions foncières en Afrique**

### **I. Introduction**

1. Les ressources naturelles subissent des pressions de plus en plus fortes parce que les espaces naturels sont convertis en terres agricoles ou grignotés par le développement urbain et parfois abandonnés à cause de leur état de dégradation, du changement climatique et des conflits. La demande croissante de produits agricoles accentuera les pressions sur la base des ressources naturelles, notamment si la satisfaction de cette demande passe par une extension des surfaces cultivées et des acquisitions de grandes superficies de terres par différents types de parties prenantes. Reconnaisant l'importance des ressources naturelles pour le développement économique et social des populations de la région, les participants à la vingt-septième session de la Conférence régionale pour l'Afrique ont fixé quatre priorités régionales, notamment celle qui consiste à promouvoir l'utilisation et la gestion durable des ressources naturelles.

2. Le présent document donne un bref aperçu de certains secteurs clés pour les ressources naturelles ainsi que des orientations sur les politiques d'utilisation des terres, et propose d'utiliser un processus itératif, intégré et participatif pour promouvoir des formes d'utilisation des terres qui soient attractives pour les acteurs intéressés et durables du point de vue de leur impact sur les ressources naturelles.

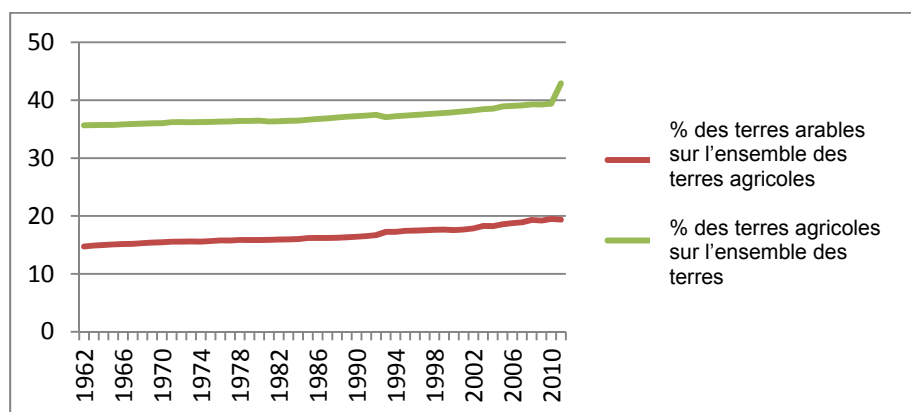
### **II. Terres**

3. Les ressources en terres et en eaux occupent une place importante dans la vie et les moyens d'existence des populations rurales en Afrique. Selon l'Annuaire statistique de la FAO 2012, la superficie totale des terres en Afrique était d'environ 2 964,7 millions d'hectares, dont 39 pour cent étaient classées comme terres agricoles. Les pâturages représentaient quant à eux près de 31 pour cent de la superficie totale en 2009. En 2011, la part des terres agricoles avait atteint, selon les estimations, 42 pour cent de la superficie totale des terres, comme le montre la Figure 1. Cette évolution est due à l'augmentation de la population humaine durant la période et à la nécessité de trouver des espaces supplémentaires pour produire les denrées alimentaires pouvant nourrir cette population. Les zones humides continentales et côtières sont aussi victimes de la pression démographique, parce qu'elles sont de plus en plus converties en habitats humains et utilisées pour d'autres activités, malgré les risques d'inondation. Ces conversions empêchent également les éleveurs de faire paître leur bétail sur des zones humides précieuses.

4. Selon le rapport 2011 de la FAO sur l'État des ressources mondiale en terres et en eaux pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, 2011), la superficie des terres cultivées dans le monde a augmenté de 12 pour cent au cours des cinquante dernières années. Les surfaces irriguées ont doublé pendant la même période et représentent la plus grande partie de l'augmentation nette des terres cultivées. La tendance à l'accroissement de la superficie des terres agricoles a des conséquences sur le plan des politiques pour les gouvernements et le secteur agricole en général. Le développement des activités agricoles dans les terres fragiles et marginales risque d'aggraver la dégradation de celles-ci. En outre, l'extension des terres cultivées et des habitats humains dans les forêts et les parcs a des incidences négatives sur la production animale et forestière et sur les services écosystémiques de ces biomes, en particulier la perte de leurs valeurs économiques, sociales et environnementales et la perte des moyens d'existence des communautés qui en dépendent.

5. Pour que la production et la productivité soient maintenues à un niveau permettant de répondre aux besoins croissants de services environnementaux et alimentaires des populations, les pouvoirs publics se doivent d'élaborer des politiques qui protègent et préservent les ressources productives des terres, notamment des mesures de conservation et d'intensification de l'agriculture, des arrangements fonciers qui facilitent l'exploitation des ressources naturelles tout en empêchant l'extension non contrôlée dans les forêts et les parcours, des mesures incitatives appropriées, des mécanismes d'accès aux ressources ainsi que des institutions de gestion des ressources en eaux et en terres qui soient renforcées et collaborent davantage entre elles.

**Figure 1: Tendances des terres agricoles et arables**



Source: FAOSTAT en ligne

### Questions de politique générale

6. Plusieurs questions de politique générale exigent l'attention des décideurs, notamment les suivantes:

- i. La propriété des terres est difficile à définir car elle comprend différents éléments – droit coutumier, baux fonciers informels octroyés à des ménages vulnérables, absence de titres de propriété, litiges fonciers – qui limitent la possibilité d'entreprendre des investissements durables (y compris l'accès au crédit).
- ii. Les pressions démographiques dues à la forte croissance des populations, qui aggravent les deux problèmes susmentionnés.
- iii. La faiblesse des institutions, qui ne parviennent pas à programmer et appliquer les politiques et les lois lorsqu'elles ont été formulées.
- iv. L'insuffisance des investissements visant à combler l'écart entre la disponibilité des ressources en eau et la demande des différents secteurs, notamment l'agriculture.
- v. Afin de limiter l'extension non contrôlée des terres agricoles dans les écosystèmes fragiles, les gouvernements devraient investir dans la production intensive sur les terres cultivées existantes.
- vi. Il conviendrait de se pencher sur les questions liées aux régimes fonciers, notamment la transposition du droit coutumier foncier dans le droit interne, afin de protéger les droits des petits exploitants agricoles et d'améliorer leur accès aux ressources.

### III. Eau

7. Selon le rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur l'Avenir de l'environnement en Afrique, le continent africain compte 50 bassins fluviaux et lacustres partagés par plusieurs pays. Les principaux bassins sont ceux du Niger, du lac Tchad, du Nil, du Zambèze, de l'Orange et du Congo. Les principales eaux continentales sont: le lac Tchad, le lac Victoria, les marécages du fleuve Congo, le delta de l'Okavango, les marécages de Bangweulu et le bassin du lac Tanganyika. Les zones humides sont des éléments importants des systèmes d'eau douce de l'Afrique, mais elles couvrent moins de 10 pour cent des bassins fluviaux et lacustres. Elles fournissent de nombreux services environnementaux tels que le pâturage du bétail pendant la saison sèche, le stockage de l'eau, le contrôle de l'érosion et des crues, l'alimentation et la création d'emplois. Le rapport indique également que «le réapprovisionnement annuel des nappes phréatiques par habitant est le plus faible en Afrique septentrionale»: 144 m<sup>3</sup> par habitant pour les montagnes de l'Atlas et 350 m<sup>3</sup> par habitant pour les bassins nord-africains... Dans d'autres sous-régions, le réapprovisionnement annuel des nappes phréatiques varie de 2 400 à 9 900 m<sup>3</sup>.»

8. En Afrique, la croissance démographique et l'extension des habitats urbains et des superficies agricoles qui en découle créent une demande considérable de ressources en eaux de surface et souterraines pour la consommation d'eau potable, l'assainissement, l'irrigation et la production d'énergie. La construction de retenues et de puits pour répondre à ces besoins est en progression.

9. Le changement et la variabilité climatiques, la croissance démographique et la plus grande demande en eau, la surexploitation et la dégradation de l'environnement sont autant d'éléments qui ont fortement contribué à l'aggravation de l'état des ressources en eau douce. En conséquence, de plus en plus de pays africains doivent faire face à une demande qui dépasse les ressources disponibles en eau. Le rapport du PNUE (2006) pour l'environnement indique également que quatorze pays africains subissent un stress hydrique (moins de 1 700 m<sup>3</sup> par habitant/an) ou une pénurie d'eau (moins de 1 000 m<sup>3</sup> par habitant/an).

10. Le grand enjeu pour l'Afrique est de maîtriser les ressources en eau douce qu'elle consacre à l'irrigation pour répondre à ses besoins de développement économique et de sécurité alimentaire. Plusieurs bassins fluviaux, tels que le bassin du Limpopo et le bassin du Nil, sont largement exploités pour l'agriculture irriguée, mais d'autres le sont beaucoup moins, comme le Congo (seulement 0,4 pour cent), le Zambèze (5 pour cent) et le Niger (33 pour cent). Toujours selon le rapport du PNUE susmentionné, avec un potentiel d'irrigation de 30,3 millions de km<sup>2</sup>, les fleuves et les lacs africains peuvent offrir des possibilités considérables d'expansion de l'agriculture irriguée et d'amélioration de la production alimentaire.

11. L'irrigation présente des avantages en termes de production, de revenus et de prévention des dommages causés par les crues en aval, mais elle a aussi des effets négatifs. Elle peut en particulier réduire les capacités ou l'extension des zones humides et nuire à leurs fonctions écologiques. Ces effets négatifs doivent être soigneusement examinés lorsque l'on programme des mesures visant à développer l'irrigation au niveau national.

12. Le rapport 2011 de la FAO sur l'État des ressources mondiales en terres et en eaux pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, 2011) indiquait que les demandes en eau pour des utilisations industrielles et municipales augmentaient plus rapidement que celles concernant les activités agricoles et pourraient même les supplanter.

### *Questions de politique générale*

13. Compte tenu de ce qui précède, les pays africains devraient mettre en œuvre des mesures de politique générale pour:

- i. lutter contre les pratiques non viables d'utilisation qui entraînent une dégradation des terres et un appauvrissement et une pollution des ressources en eau;
- ii. protéger efficacement les bassins fluviaux et lacustres et institutionnaliser les mesures visant à répondre aux demandes croissantes d'eau douce pour l'irrigation, l'approvisionnement local et la production d'énergie;
- iii. établir des cadres de coopération et des institutions de gestion des bassins fluviaux susceptibles de travailler ensemble pour optimiser la valeur économique et assurer un partage équitable des avantages dans les bassins fluviaux internationaux; et
- iv. utiliser des technologies alternatives telles que la collecte des eaux de pluie, le recyclage d'eaux usées et le dessalement.

### **IV. Superficies boisées**

14. D'après le rapport 2010 de la FAO sur l'Évaluation des ressources forestières mondiales, la superficie forestière en Afrique atteint près de 675 millions d'hectares et compte ainsi pour 23 pour cent de la superficie totale des terres dans la région et 17 pour cent environ de la superficie forestière mondiale. Sur ce total, 54,9 millions d'hectares sont affectés à la conservation de la biodiversité sous la forme de forêts-parcs, de parcs nationaux et de réserves naturelles.

15. Les forêts et les «arbres hors forêt» sont des sources importantes de subsistance pour les communautés rurales et les «colons urbains». Ils représentent en effet plus de 80 pour cent des besoins énergétiques locaux des populations rurales en Afrique et constituent une source importante d'alimentation et de matériaux de construction. Les forêts contribuent beaucoup à la sécurité alimentaire et à la nutrition en Afrique, car elles fournissent directement des produits forestiers non ligneux et créent des emplois pour les habitants des zones rurales et urbaines.

16. La croissance démographique, le développement économique rapide ainsi que la baisse de la productivité des terres cultivées et la réduction de la pauvreté sont des facteurs qui accentuent la pression exercée sur les forêts et les parcours, d'autant qu'il faut trouver de nouveaux espaces pour l'agriculture, l'habitat humain, les infrastructures et le développement industriel. Pour répondre à certains des besoins de développement en matière économique et sociale, les activités humaines empiètent de plus en plus sur les forêts et les parcours, ce qui a souvent débouché sur des conflits concernant l'utilisation des terres et les régimes fonciers, et entraîné une dégradation des terres. Les principales causes de la déforestation sont l'expansion de la frontière agricole, l'urbanisation et la production d'énergie. Le rapport FRA (2010) indique que la déforestation annuelle a reculé, passant de près de 4 millions d'hectares (1990-2000) à environ 3,4 millions d'hectares durant la période 2000-2010. Malgré cette diminution, la déforestation en Afrique reste encore considérable par rapport à d'autres régions du monde. Les écosystèmes forestiers se dégradent en raison de la surexploitation, de l'agriculture itinérante, des incendies et d'autres dangers, ainsi que du surpâturage, ce qui les rend vulnérables à la conversion (illégal) à d'autres utilisations. Cette conversion a une incidence sur les moyens d'existence des populations de la région qui dépendent des forêts pour vivre. Dans les terres arides africaines, notamment celles de l'Afrique du Nord, du Sahel et de la Corne de l'Afrique, la dégradation des forêts et des parcours entraîne une dégradation des terres et une désertification qui ont des conséquences très négatives sur la propriété et la stabilité sociale.

**Tableau 1: Superficies de la «forêt» et autres terres boisées en Afrique (en milliers d'ha)**

Afrique, sous-régions	Terres classées comme «forêts»	Autres terres boisées
Afrique	674 419	350 783
Afrique centrale	254 854	54 530
Afrique de l'Est	60 645	95 738
Afrique du Nord	78 814	57 250
Afrique australe	206 873	116 111
Afrique de l'Ouest	73 234	38 772

Source: FRA 2010.

17. L'exportation de produits forestiers est une source de revenus importants, notamment pour les pays du bassin du Congo: le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale.

18. Dans de nombreux pays, les gouvernements commencent à s'engager politiquement en faveur de la gestion durable des forêts, notamment en encourageant la participation des communautés locales à la prise de décisions sur la planification et la gestion des ressources. Dans la région de l'Afrique centrale en particulier, les impératifs commerciaux ont accentué l'intérêt pour le bois certifié sur la base de critères et d'indicateurs établis, en vue de l'exporter vers des marchés internationaux.

19. L'Initiative de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel<sup>1</sup> est un exemple concret de la manière dont différents secteurs, États membres et partenaires, notamment les communautés locales, peuvent coopérer étroitement aux niveaux local, national, régional et international pour lutter contre les effets préjudiciables, sur le plan social, économique et environnemental, de la dégradation des terres et de la désertification dans plus de vingt pays en Afrique. L'initiative consiste à promouvoir diverses interventions dans le domaine de la gestion durable des terres et des eaux au niveau des paysages (notamment la gestion et la restauration durables des parcours et des forêts, l'agroforesterie, la conservation des eaux et des sols, la mise en place de filets de sécurité et de structures socioéconomiques pour aider les populations à accéder aux marchés et aux services économiques sociaux). Elle vise également à améliorer les politiques et mécanismes de gouvernance adaptés aux écosystèmes locaux et aux besoins des communautés, à renforcer la résilience et à fournir des solutions à long terme pour lutter contre les effets de l'insécurité alimentaire, de l'appauvrissement du couvert forestier et de la biodiversité, de la désertification et de la pauvreté.

### **Questions de politique générale**

20. Afin de préserver les services sociaux, économiques et environnementaux des forêts, les gouvernements africains sont invités instamment à élaborer des politiques qui créent un environnement permettant d'adopter et de mettre en œuvre des arrangements de gouvernance favorisant la participation des populations locales à la gestion et la restauration durables des ressources forestières et arborées.

Les politiques envisageables pourraient notamment consister à:

- i. Adopter une approche systématique pour institutionnaliser la gestion forestière à assise communautaire, qui serait utilisée comme instrument de politique pour parvenir à la gestion durable des forêts. Les directives de la FAO pour institutionnaliser la

<sup>1</sup> Voir: [www.fao.org/partnerships/great-green-wall](http://www.fao.org/partnerships/great-green-wall)

- gestion forestière à assise communautaire dans l'Afrique subsaharienne peuvent aider les pays à faire aboutir le processus.
- ii. En ce qui concerne les terres arides, mettre en œuvre les «Lignes directrices pour la gestion durable des forêts en zones arides d'Afrique subsaharienne», qui ont été adoptées lors de la dix-septième session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique et qui sont disponibles en anglais et français<sup>2</sup>.
  - iii. Adopter et mettre en œuvre les lignes directrices pour la restauration des paysages forestiers dans les terres arides<sup>3</sup>.
  - iv. Promouvoir une énergie propre et renouvelable et améliorer l'efficacité énergétique et l'accès à des technologies énergétiques perfectionnées, afin de réduire la pression sur les terres boisées due à la production d'énergie locale.
  - v. Élaborer des solutions intégrées de gestion des ressources naturelles qui prennent en compte les possibilités des forêts et des biomes apparentés de contribuer durablement à la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi qu'à la réduction de la pauvreté sur le continent.
  - vi. Mettre en place des cadres de planification et de coordination intersectorielles afin de réduire les pressions sur les forêts et les parcours et de maximiser la fourniture durable de biens et services écosystémiques produits par les arbres, les parcours et les forêts.
  - vii. Effectuer une évaluation précise des forêts, des ressources forestières, des parcours et des «arbres hors forêt» et les comptabiliser dans le PIB national pour démontrer en permanence la contribution des forêts, des parcours et des arbres hors forêt à la croissance et à la santé de l'économie, et établir le lien entre la croissance économique et la gestion/développement durable des forêts.
  - viii. Prévoir une augmentation des investissements pour élaborer et mettre en œuvre des politiques de restauration et de gestion durable des forêts, dans le cadre d'une stratégie visant à améliorer durablement la production agricole, le développement rural et urbain durable, ainsi que la sécurité alimentaire, et à lutter contre la pauvreté en Afrique.
21. Les participants aux dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième sessions de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique ont pris conscience que les gouvernements africains devaient accorder une attention particulière à la gestion durable des ressources forestières et de la faune et de la flore sauvages, et ont formulé plusieurs recommandations à cet égard. La Commission:
- i. a recommandé aux autorités forestières d'assurer la liaison avec les institutions du secteur agricole et les décideurs pour améliorer la cohésion de l'utilisation des terres de façon à pérenniser les forêts et leur gestion;
  - ii. a demandé à la Conférence régionale pour l'Afrique de travailler en étroite collaboration avec la FAO pour renforcer les partenariats avec les organisations d'intégration économique sous-régionales en Afrique et dans les pays membres, afin de promouvoir un équilibre approprié entre la conservation des forêts et l'expansion des terres agricoles, en tenant compte de la contribution essentielle que les forêts et la faune apportent à la sécurité alimentaire dans la région;
  - iii. a demandé à la Conférence régionale pour l'Afrique de soutenir la FAO pour partager plus de connaissances sur le rôle de la foresterie dans le développement rural, la

<sup>2</sup> <http://www.fao.org/docrep/012/i1628e/i1628e00.pdf>

<sup>3</sup> [http://foris.fao.org/static/aridzone/Towards\\_guidelines\\_for\\_restoring\\_resilience\\_of\\_forest\\_landscapes\\_in\\_drylands.pdf](http://foris.fao.org/static/aridzone/Towards_guidelines_for_restoring_resilience_of_forest_landscapes_in_drylands.pdf)



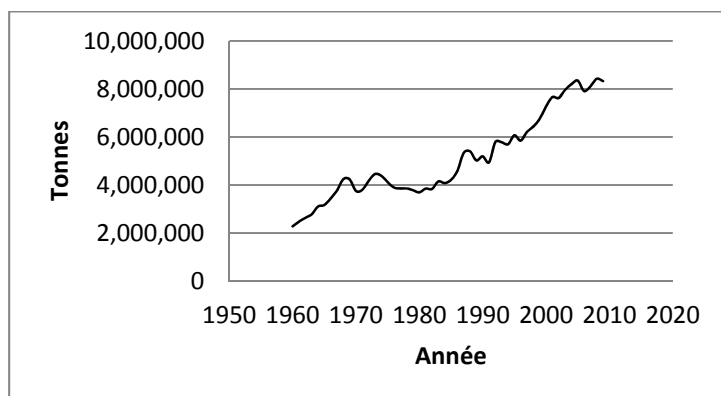
sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, à travers la promotion de l'aménagement forestier durable et de la gestion de la faune à l'échelle nationale, le contrôle de l'exploitation forestière illégale et d'autres pratiques illégales, y compris le trafic transfrontalier, ainsi que la collaboration publique-privée qui empêcherait toutes activités de confiscation des terres;

- iv. a demandé à la Conférence régionale pour l'Afrique de soutenir le développement d'un objectif de développement durable lié aux forêts pour assurer une présence continue et renforcée des forêts dans les objectifs de développement plus larges;
- v. a recommandé que les questions forestières et fauniques fassent partie des sujets de discussion de fond lors des conférences régionales en Afrique.

## **V. Production halieutique**

22. D'après le rapport 2012 de la FAO sur «*La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*», l'Afrique, qui est partie de très bas, a augmenté sa contribution à la production halieutique mondiale, qui est passée ces dix dernières années de 1,2 pour cent à 2,2 pour cent. Le rapport indique par ailleurs que «la part de l'aquaculture en eau douce dans la région est tombée de 55,2 pour cent à 21,8 pour cent pendant les années 90, notamment en raison de la forte croissance de l'aquaculture en eau saumâtre en Égypte, mais elle s'est redressée dans les années 2000 pour atteindre 39,5 pour cent en 2010, suite au développement rapide de l'aquaculture en eau douce en Afrique subsaharienne, en particulier au Nigéria, en Ouganda, en Zambie, au Ghana et au Kenya. La production aquacole africaine est très largement dominée par les poissons (99,3 pour cent en volume), avec seulement une petite fraction assurée par les crevettes de mer (0,5 pour cent) et les mollusques marins (0,2 pour cent). Malgré quelques succès limités, le potentiel de la production de bivalves en eau de mer reste presque totalement inexploité.»

23. La production des pêches continentales en Afrique est estimée à 2,1 millions de tonnes, soit environ 24 pour cent de la production mondiale totale des eaux continentales (FAO, 2004). En revanche, la production des pêches maritimes est assez réduite puisqu'elle ne représente que 6 pour cent de la production mondiale. Au niveau du continent africain, cependant, la production des pêches maritimes (4,7 millions de tonnes) est bien supérieure à celle des pêches continentales. La production halieutique augmente à un rythme rapide, comme le montre la figure 2 ci-dessous. Cette augmentation rapide de la production est attribuée à la demande croissante de la population de la région subsaharienne, qui est en progression constante, et aux choix des acteurs publics et privés d'accroître les revenus tirés de l'exportation des produits de ce secteur. L'accent mis sur les exportations et la pêche illicite et non réglementée qui l'accompagne sont souvent considérés comme responsables de la diminution rapide des stocks de poisson dans les eaux territoriales de l'Afrique.

**Figure 2: Tendence de la production halieutique**

Source: FAOSTAT en ligne

24. Les pêches intérieures créent beaucoup d'emploi pour les communautés rurales à chacune des étapes de la filière halieutique que sont la capture, la transformation, le transport et le commerce du poisson. Dans certaines populations vivant dans des régions rurales de l'Afrique, la pêche est une activité à temps partiel qui est néanmoins souvent bien intégrée dans leurs modes de subsistance. On estime que le secteur des pêches emploie entre 18 000 et 30 000 personnes dans chaque pays d'Afrique. L'aquaculture et la crevetticulture sont des sources d'emploi importantes à Madagascar et au Mozambique et contribuent à l'emploi des femmes, notamment dans les activités de la chaîne de valeur comme la transformation après récolte et la commercialisation des produits.

### **Questions de politique générale**

25. Il convient d'élaborer des réglementations pour assurer la protection de l'environnement contre la pollution de l'aquaculture en cage dans la production aquacole. Lorsque ces réglementations existent, il est impératif de les appliquer à tous les niveaux, notamment celui des petits producteurs. Le secteur des pêches de capture souffre de la surexploitation dans la plupart des pays côtiers d'Afrique. L'exploitation illicite et non réglementée doit être enrayerée en supprimant l'accès libre des pêcheurs aux stocks de poisson dans les eaux continentales et en mer. Il est donc nécessaire d'élaborer des instruments de gouvernance des pêches et des cadres institutionnels adéquats et d'appliquer des pratiques optimales de pêche pour mieux gérer et développer les secteurs des pêches et de l'aquaculture.

26. Les pêches et l'aquaculture offrent de bonnes possibilités de création d'emplois pour les jeunes et les femmes. Les gouvernements africains devraient faire tout leur possible pour que les jeunes et les femmes obtiennent les crédits qui leur permettront d'investir dans l'aquaculture, les pêches artisanales, la transformation et la vente du poisson.

27. Compte tenu des possibilités offertes par l'aquaculture pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique, il convient de donner la priorité au renforcement des capacités (connaissances et compétences) dans ce secteur pour que les ruraux pauvres puissent les réaliser.

## **VI. Questions relatives aux régimes fonciers et aux transactions foncières en Afrique**

28. Depuis quelques années, l'Afrique fait l'objet d'un intérêt accru des organismes publics et du secteur privé, principalement des investisseurs étrangers, qui cherchent à acquérir de vastes superficies de terres (on parle souvent à ce sujet d'accaparement des terres) pour pratiquer une agriculture commerciale (notamment la production de bioénergie) ou les utiliser à d'autres fins. En raison des inquiétudes soulevées par la hausse des prix des combustibles fossiles, l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et l'aggravation des effets induits du changement climatique, un certain nombre d'acteurs internationaux se sont montrés intéressés par une agriculture commerciale à grande échelle capable de produire de la bioénergie ainsi que des denrées animales et végétales pour l'alimentation humaine, l'alimentation animale, la sécurité alimentaire et la nutrition. L'Afrique n'est pas épargnée par cette tendance, qui a parfois un caractère purement spéculatif. Pour certains pays, l'agriculture commerciale à grande échelle peut être une source de nouveaux moyens d'existence (parce qu'elle crée des infrastructures rurales et des emplois, stimule la productivité agricole et améliore les moyens d'existence des ruraux pauvres), mais elle peut aussi avoir des effets négatifs sur les plus démunis parce que beaucoup d'entre eux peuvent perdre leurs droits fonciers. C'est surtout le cas dans les pays où la propriété foncière relève du droit coutumier et n'est pas inscrite dans le droit interne. Les acquisitions massives de terres pour la production végétale et animale menacent également des ressources naturelles telles que les eaux continentales (à cause de la pollution et du prélèvement excessif d'eau pour l'irrigation), les forêts et les parcs, parce qu'elles nuisent à leurs fonctions écosystémiques et leurs services environnementaux. Dans les pays où la densité de population est élevée, les acquisitions de vastes étendues de terre par de grands groupes agroalimentaires risquent de marginaliser les exploitants qui pratiquent l'agriculture familiale.

29. Une étude quantitative (2009) réalisée par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) dans cinq pays de l'Afrique subsaharienne (Éthiopie, Madagascar, Mali, Ghana et Soudan) a indiqué que les transactions foncières concernaient 2 492 684 hectares (de 2004 à 2009) dans les cinq pays examinés, à l'exclusion des acquisitions inférieures à 1 000 hectares et des transactions en cours. L'étude notait cependant que les données sur lesquelles elle s'appuyait n'étaient pas complètes et que toutes les transactions foncières n'avaient peut-être pas été enregistrées. Les estimations fournies étaient donc prudentes. Elle indiquait également qu'un montant estimatif de 919 981 235 USD d'engagements d'investissement avait été comptabilisé dans les cinq études quantitatives sur les pays, mais que les niveaux d'investissement avaient peut-être été sous-estimés «parce que les informations les concernant présentaient de graves lacunes. En outre, les difficultés d'accès aux données n'ont pas permis non plus d'analyser les flux d'investissements réels liés aux projets identifiés jusqu'ici».

30. L'intérêt croissant pour les ressources foncières de l'Afrique suscite non seulement la controverse mais il préoccupe également de nombreux acteurs sur le continent et à l'échelon international, aux niveaux politique, opérationnel et individuel. Le document de l'Union africaine sur le «cadre et les lignes directrices pour la politique foncière en Afrique» reconnaît les dimensions politiques des vastes concessions de terres en rappelant la «ruée» vers les ressources foncières africaines qui a eu lieu au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque des forces étrangères dominaient les territoires africains et contrôlaient ses énormes ressources naturelles. Aujourd'hui, des forces analogues issues d'économies émergentes et développées rivalisent pour exercer un contrôle analogue en acquérant des terres à des fins commerciales. Des organisations de la société civile africaine ont exprimé leur opposition aux concessions de terres accordées à des investisseurs étrangers et organisé diverses campagnes dénonçant

les risques que pourraient représenter ces concessions pour les communautés, le manque de transparence des transactions et l'ampleur des concessions. Le document de l'Union africaine remet en question la capacité de l'Afrique à satisfaire les exigences étrangères tout en garantissant les droits fonciers des communautés africaines. La Commission de l'Union africaine collabore avec la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement en vue de mettre en œuvre une initiative conjointe sur les politiques foncières qui s'efforce d'apporter des réponses appropriées aux questions susmentionnées.

### *Questions de politique générale*

31. Les gouvernements africains doivent trouver un équilibre entre leur volonté d'attirer davantage d'investissements étrangers directs dans l'agriculture et les besoins de leur population agricole, qui doit pouvoir accéder équitablement à des terres productives pour améliorer durablement ses moyens d'existence. À cette fin, les gouvernements doivent mettre en place des mesures permettant d'examiner en profondeur les transactions foncières et de tenir compte des préoccupations sociales et environnementales qui leur sont liées avant que les accords soient conclus. Les mesures adoptées doivent également veiller à ce que les transactions foncières soient analysées au regard du droit interne et du droit international pertinent afin que leur conformité puisse être déterminée dans un contexte national défini.

32. Il faut encourager tout processus de gestion décentralisée des terres et d'autres ressources naturelles pouvant faciliter une prise de décision adaptée et flexible. Les communautés doivent participer au processus de prise de décision sur les concessions et les locations foncières afin d'améliorer la gouvernance dans ce domaine à leur niveau. Les gouvernements doivent mettre en œuvre des politiques qui garantissent que les régimes fonciers ne portent pas préjudice aux communautés et ne les empêchent pas d'accéder à des terres productives. Il faut faire preuve de prudence quant aux investissements fonciers qui risquent de produire des effets néfastes sur l'environnement, notamment le déboisement de forêts productives pour les convertir en terres agricoles, et l'utilisation inefficace de l'eau. Dans les transactions foncières à but commercial, il convient de donner la priorité aux aspects liés à la sécurité alimentaire, surtout lorsqu'il y a peu de terres disponibles. Le document de l'Union africaine sur le cadre et les lignes directrices pour la politique foncière en Afrique est un instrument utile pour orienter les actions concernant les acquisitions et concessions foncières.

33. La FAO a élaboré des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, qui ont été approuvées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale en 2012. Ces Directives ont pour objet d'aider les Membres de la FAO et d'autres parties intéressées à améliorer la gouvernance en matière foncière, halieutique et forestière, en particulier au profit des communautés vulnérables ou marginalisées, a) en fournissant des orientations et des informations sur les usages acceptés au plan international en matière de régimes fonciers; b) en contribuant à l'amélioration et à l'élaboration des politiques; c) en améliorant la transparence et d) en renforçant les capacités et le fonctionnement des organismes chargés de la mise en œuvre. Elles se fondent sur les principes fondamentaux suivants: i) respect des droits fonciers légitimes des ayants droit; ii) protection des droits fonciers légitimes contre les menaces qui peuvent peser sur eux; iii) promotion et facilitation de la jouissance des droits fonciers légitimes; iv) accès à la justice et v) prévention des différends, des conflits et de la corruption en rapport avec les régimes fonciers. Les Directives peuvent être consultées à l'adresse suivante: [www.fao.org/nr/tenure](http://www.fao.org/nr/tenure).

34. La Conférence régionale souhaitera peut-être prendre acte des Directives volontaires et recommander que les politiques et les législations nationales soient adaptées pour en permettre la mise en œuvre.

#### *Bibliographie*

1. FAO. 2011. L'État des ressources mondiales en terres et en eaux pour l'alimentation et l'agriculture, FAO, Rome.
2. FAO. 2010. Évaluation des ressources forestières mondiales.
3. FAO. 2010. Guidelines on sustainable forest management in drylands of sub-Saharan Africa, FAO, Rome.
4. FAO. 2012. La Situation des pêcheries et de l'aquaculture dans le monde, FAO, Rome.
5. FAO. 2012. Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, Rome.
6. Friis, Cecilie et Reenberg, Anette. 2010. Land grab in Africa: Emerging land system drivers in a teleconnected world. GLP Report No. 1. GLP-IPO, Copenhagen.
7. Lorenzo Cotula. 2011. Land Deals in Africa: What is in the Contracts. International Institute for Environment and Development, (Royaume-Uni ).
8. Royal tropical Institute (KIT). 2011. Natural resource management & land tenure. Royaume-Uni .
9. Sullivan, Sian et Homewood, K. 2003. Natural resources: use, access, tenure and management. In: Bowyer-Bower, T. et Potts, D. (sous la direction de) *Eastern and Southern Africa: Development Challenges in a volatile region*. Institute of British Geographers' Developing Areas Research Group. Londres: Addison Wesley, pp. 118-166. ISBN 9780130264688.
10. PNUE. 2006. L'avenir de l'environnement mondial. PNUE, Nairobi.